

DISCOURS DE CHRISTIANE LAMBERT

PRESIDENTE DE LA FNSEA



CONGRES DES CEREALIERES COMPIEGNE 2019
JEUDI 14 FEVRIER

Seul le prononcé fait foi

M. le Ministre,

M. le Président de l'AGPB, Cher Philippe et les membres du Bureau et du Conseil d'administration de l'AGPB que je remercie pour leur invitation,

Je salue aussi Henri de Benoist, votre ancien Président,

Mes Chers amis Congressistes,

Quel plaisir de vous retrouver ici, à Compiègne, dans l'Oise, grande terre céréalière, pour votre Congrès annuel, moment si important dans la vie d'une organisation.

Quel plaisir aussi de vous retrouver pour célébrer, ensemble, la victoire FNSEA + JA aux élections de Chambres d'agriculture.

Nous pouvons maintenant le dire : le dédagisme tant espéré par certains n'a pas eu lieu ! Pas plus que le passage en dessous de la barre fatidique des 50%.

Les agriculteurs nous ont fait confiance. Ils ont fait confiance en un projet solide, les pieds sur terre. Ils ont élu des agricultrices et des agriculteurs qui leur ressemblent, qui nous ressemblent.

Cette victoire c'est celle de nos réseaux FNSEA et JA ; c'est votre victoire !

Et je veux vous remercier car je sais votre implication totale dans cette réussite.

Notre syndicalisme majoritaire est plus que jamais une réalité démocratique incontestable. Dans une France qui a la jaunisse aiguë depuis trois mois, dans le cadre du grand débat national, où toutes les paroles se valent, les agriculteurs ont redit leur attachement à la démocratie représentative.

Et leur message est clair : les grandes évolutions de l'agriculture française ne se feront pas contre le syndicalisme majoritaire, mais avec lui !

La campagne terminée, l'heure est maintenant au déploiement de nos projets sur les territoires, au service des agricultrices et des agriculteurs.

Dans un contexte de crise de la ruralité, ces projets seront décisifs pour l'avenir de nos territoires. Les agriculteurs seront en première ligne, car comment imaginer une ruralité dynamique, sans ambition agricole forte ?

Dans cette équation, la filière céréalière est un de nos grands atouts.

Les dernières prévisions nationales et internationale font état d'une courbe des échanges mondiaux en céréales, blé en tête, qui continuera à progresser massivement dans les prochaines années.

Quelle est l'ambition de la France pour y prendre part ?

Voilà plus de deux ans que nous attendons une prise de parole du Président de la République sur l'avenir de la céréaliculture française. Le prochain salon de l'agriculture est l'occasion à ne pas manquer !

Je le lui ai rappelé lundi, lors de notre rencontre à l'Élysée.

Car nous avons une opportunité unique de participer à la dynamique des échanges mondiaux et de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale, du bassin méditerranéen en particulier, à condition que nous puissions bénéficier de conditions de production nous assurant compétitivité, stabilité, résilience et juste rémunération dans le temps long.

Produire plus et mieux, les céréaliers y sont prêts.

C'est tout l'intérêt de la réflexion portée à l'AGPB d'une nouvelle démarche de RSE. Je tiens ici à saluer le courage et la responsabilité de Philippe Pinta, d'Eric Thirouin et du Conseil d'administration qui a voté à l'unanimité, qui engagent l'ensemble des céréaliers français dans cette voie. Transformer ces nouvelles attentes sociétales en opportunités économiques porteuses, est un beau défi.

L'ancienne présidente de FARRE, le Forum de l'Agriculture Raisonnée et Respectueuse de l'Environnement, y est très sensible.

L'AGPB affirme, une fois de plus, que la filière céréales est au travail, qu'elle trace son avenir avec indépendance et pragmatisme en explorant les solutions qui assureront l'évolution durable de ses modèles.

Tout cela ne sera possible qu'avec une prise en compte de la réalité économique des marchés actuels, à l'échelle de la ferme comme à l'échelle de la coopérative et de la filière.

Ce pari audacieux, appelle forcément à mener un combat majeur : celui de **CONCILIER TRANSITION ET COMPETITIVITÉ.**

Le premier combat pour concilier transition et compétitivité, c'est déjà de libérer le potentiel de production des céréaliers

Alors que le Gouvernement a annoncé la fin des moteurs thermiques dans 21 ans, l'agriculture française serait forcée d'opérer sa transition à marche forcée ? Quel secteur économique peut supporter un tel traitement de choc ? Aucun !

La transition agricole ne se fera ni dans l'injonction ni dans une hausse des charges insupportable pour les agriculteurs.

Pourtant, c'est le chemin qu'on semble vouloir nous faire emprunter. L'année 2018 a été révélatrice de cette méthode. Elle a été particulièrement éprouvante pour le secteur des grandes cultures.

Ensemble, chers amis, nous avons esquivé de nombreuses attaques dans le cadre de la loi EGA. L'interdiction brutale du glyphosate a été évitée de justesse tout comme la création d'une distance de zone de non-traitement près des lieux habités.

Malgré nos efforts, nous n'avons pas pu éviter la séparation vente / conseil sur les produits phytosanitaires. Le découplage total souhaité par le Gouvernement pèsera lourdement sur l'équilibre économique de la filière.

Mais cela bénéficiera-t-il réellement aux agriculteurs ? J'en doute fort !

Autre coup dur, la hausse incompréhensible de la RPD adoptée lors du PLF 2019. Malgré notre mobilisation massive partout en France, ces charges nouvelles vont alourdir encore le bilan de nos exploitations ; ce n'est pas acceptable, alors même que le revenu céréalier annuel s'est établi en 2017, à 2 000 € après déduction des charges sociales !

Cette fiscalité écologique punitive est contreproductive ; elle démoralise les agriculteurs et fait peser de lourdes menaces sur l'équilibre de nos filières face à nos concurrents.

A la FNSEA, nous avons toujours préféré la solution plutôt que l'interdiction, le contrat plutôt que la contrainte.

C'est tout le sens de la démarche engagée par notre organisation, et plus de quarante partenaires dont l'AGPB, dans le « Contrat de solutions pour une trajectoire de progrès pour la protection des plantes ». Je tiens, ici, à saluer le gros travail d'Éric Thirouin qui a su, avec ténacité, fédérer toutes ces énergies et porter des solutions pour sortir des interdictions.

Après plus d'un an de travail, nous sommes, ENFIN, soulagés d'apprendre que le Président de la République engagera l'Etat dans cette démarche lors du prochain Salon International de l'Agriculture, par votre signature, Monsieur le Ministre.

Nous attendons des engagements clairs de l'Etat pour que les transitions respectent notre travail, et s'inscrivent dans des démarches innovantes et de progrès.

C'est pourquoi, les investissements sont plus que jamais nécessaires. Les besoins sont immenses ; mécanisation, numérique, intelligence artificielle, robotique, génie génétique... Ils demandent un budget à la hauteur des enjeux.

Le Président de la République avait annoncé un volet agricole dans le Grand Plan d'Investissement, pour 5 milliards d'euros. Mais force est de constater que nous n'en connaissons toujours pas le mode d'emploi !

Soyons clairs : l'agriculture ne se transformera pas sans accompagnement ambitieux. Elle ne se transformera pas non plus si elle est soumise à **des distorsions de concurrence qui la pénalisent injustement. Il est temps de mettre fin aux discours contradictoires et aux frontières passoires !**

A l'heure où les normes se renforcent sans cesse en France, plus qu'ailleurs, comment les pouvoirs publics entendent-ils appliquer l'article 44 de la loi EGAlim, que nous avons obtenu de haute lutte ?

Je cite : « il est interdit de proposer à la vente...des denrées alimentaires ou produits agricoles pour lesquels il a été fait usage de produits...non autorisés par la réglementation

européenne ».

Nous comptons sur vous Monsieur le Ministre. N'importons pas l'agriculture dont nous ne voulons pas chez nous ! Et vous pouvez compter sur nous pour le rappeler chaque fois que ce sera nécessaire.

Concilier transition et compétitivité, c'est aussi permettre à nos exploitations d'être plus résilientes.

Dans un contexte où les aléas économiques, climatiques et sanitaires se multiplient et s'intensifient, impactant fortement la volatilité des marchés, les agriculteurs ont besoin de systèmes résilients.

L'encouragement à la constitution d'une épargne de précaution, en lieu et place de la DPA, que nous avons obtenu dans le projet de loi de finances pour 2019 est une véritable avancée. Il s'agit là encore d'une exigence dont la FNSEA et l'AGBP ont été porteurs. Nous pouvons nous en féliciter !

Sur le point plus particulier de l'assurance récolte, la concrétisation des acquis du règlement « Omnibus » de baisser la franchise de 30% à 20% est indispensable. Malheureusement, votre prédécesseur Monsieur le Ministre, n'a pas mis en place les moyens financiers supplémentaires pour rendre l'assurance récolte plus incitative. Cela reste pour nous une priorité.

Être plus résilient, c'est aussi se doter d'outils permettant une meilleure gestion des ressources, plus particulièrement de l'eau, notre meilleur assurance récolte.

Face aux sécheresses terribles que nous subissons, comment expliquer qu'entre 2003 et 2013 en France, la surface équipée pour l'irrigation a stagné (+0,03%) tandis que la moyenne européenne a progressé de près de 14% ? Avons-nous moins de courage politique ou moins de pluie que nos voisins ?

Nous attendons donc du courage politique pour irriguer les conclusions du second volet des Assises de l'eau !

Concilier transition et compétitivité, c'est aussi se doter d'une politique agricole cohérente.

Nous avons à cœur de préparer activement la future PAC.

Dans le climat d'incertitude actuelle (Brexit, questionnements sur le sens du projet Européen...), la FNSEA réaffirme son souhait d'une agriculture qui cimenterait l'Europe.

Nous refusons une Europe qui divise, par le jeu des subsidiarités, son agriculture, ses productions, ses territoires. Nous militons pour une Europe agricole qui fasse converger les règles de production.

Nous réaffirmons la nécessité d'une PAC plus forte, avec un budget renforcé et stabilisé à 0,4% du PIB européen, avec des aides directes qui compensent les normes élevées qui nous handicapent par rapport à nos concurrents hors UE.

Nous réaffirmons aussi la nécessité d'une PAC réellement commune avec un minimum de 60% du 1^{er} pilier fléché sur l'aide de base socle. C'est notre ligne rouge ! Ligne rouge également pour le transfert P1 → P2 !

Nous aurons aussi à tracer des perspectives pour les zones intermédiaires.

Face aux difficultés et aux contraintes structurelles pesant sur ces zones, l'AGPB et la FNSEA ont exigé que soit conduite une mission du CGAAER. Nous attendons maintenant ses conclusions avec impatience. Car il s'agit d'identifier les solutions ambitieuses. Les agriculteurs devront être accompagnés dans de nouveaux projets de territoires comme dans la recherche de nouveaux débouchés.

Car concilier transition et compétitivité, c'est aussi nous donner les moyens et l'ambition de nous engager dans de nouveaux débouchés rémunérateurs.

Même si vous avez eu parfois l'impression de ne pas être concernés par le Titre 1^{er} de la Loi EGA, le combat pour le juste prix est un combat qui concerne toutes les filières. Les démarches RSE, les démarches HVE, dans lesquelles vous vous orientez, devront être valorisées également dans le prix.

Il en va de même de la filière bio. Je connais les difficultés techniques, mais nous ne pouvons pas nous résoudre à importer pour servir la hausse de la demande liée notamment à l'explosion des conversions animales. Saluons donc l'ambition portée par la filière céréales de satisfaire cette demande avec un doublement des surfaces en bio d'ici cinq ans.

De même saluons les investissements de nos OS, de nos coopératives dans la recherche de plus de valeur ajoutée. Ils participent également au rayonnement de la filière céréalière française.

Enfin, la part des ENR d'origine agricole doit devenir une priorité dans le renforcement de notre mix énergétique.

C'est stratégique dans la lutte contre le réchauffement climatique d'une part, et c'est aussi une opportunité immense dans la diversification des revenus céréaliers.

Les politiques publiques ne peuvent pas faillir pour accompagner la progression des biocarburants et l'essor de la méthanisation (dont la trajectoire programmée est très décevante) et la baisse du tarif inacceptable ! Il faudra vous battre Monsieur le Ministre ! Nous sommes déterminés à faire évoluer les critères.

Il serait dommage que le « Make Our Planet Great Again », ne soit qu'une coquille vide pour les agriculteurs !

En conclusion mes Chers Amis, mon Cher Philippe, je veux encore saluer l'AGPB qui s'engage dans une démarche courageuse, une démarche qui nous ouvre de nouveaux horizons et nous permet d'envisager des jours meilleurs.

Vous êtes un exemple.

Votre orientation, votre virage au bon moment est exemplaire.

Je suis fière d'appartenir à cette famille qui, malgré les attaques injustes qu'elle subit, sait toujours relever la tête et aller de l'avant. Et il faut dire qu'en matière d'attaques, rien ne nous est épargné ! malgré nos efforts, notre travail quotidien, les critiques vont crescendo.

- Khmers verts
- Les amoureux des coquelicots
- Les zoocriminels
- Les Faucheurs Volontaires
- Les « pisseurs involontaires de glyphosate » !

Mais jusqu'où iront-ils ? dans l'hystérie du marché de la peur !

Alors pour tordre le cou à ces militants radicalisés, qui nous blessent, qui pourraient nous démoraliser, redressons la tête !

Montrons nos pratiques, montrons nos métiers, montrons-nous tel que nous sommes (nouveaux céréaliers) !

Comme dans les démarches RSE-HVE que vous engagez !

Comme #Agridemain et Passion Céréales pour le dire plus haut et plus fort.

Oui, il y a un avenir florissant pour une agriculture forte, une céréaliculture forte, productive et respectueuse de l'environnement en France. La France a une chance historique de la soutenir en ce sens, à l'Etat d'accompagner et de lui faciliter la tâche.

Ne passons pas à côté de ce rendez-vous historique !

Merci pour votre attention.